

La France contourne la case Etat pour financer les villes en développement

En Turquie, au Brésil ou au Sénégal, l'Agence française de développement finance directement des municipalités : une petite révolution

Kayseri (Turquie)
Envoyé spécial

Grosse animation sur les trottoirs de Kayseri, au cœur de la Turquie : la toute première rame du futur tramway effectue une sortie d'essai. Son design semble futuriste dans le décor austère de cette ville champignon d'Anatolie, où s'alignent des centaines de tours grises le long de larges avenues tirées au cordeau. Dans la rame, au milieu des câbles et des techniciens, trois envoyés de l'Agence française de développement (AFD) font le point avec des responsables municipaux sur la mise en service de la ligne.

Amélioration des transports, reconstruction d'un quartier historique, ouverture de casernes de pompiers... Les besoins ne manquent pas dans cette cité en plein boom, dont la population est passée de 600 000 habitants en 2000 à près de un million aujourd'hui. L'AFD a prêté 22 millions d'euros à la municipalité pour l'aider à financer ses projets urbains et préparer la mise en œuvre d'une deuxième tranche de crédit.

Bras armé de la coopération française, l'agence a pris, comme les autres banques de développement, le train de l'urbanisation du monde : ses financements liés au développement urbain représen-

taient 416 millions d'euros en 2007, contre 119 millions d'euros en 1997. Mais elle est une des seules agences au monde à faire le pari de prêter directement aux villes et non aux Etats. Sans garantie du Trésor, à ses propres risques.

« Nous avons décidé d'encourager la décentralisation, nous incitons les pays en développement à donner plus d'autonomie financière aux villes », explique Louis-Jacques Vaillant, responsable à l'AFD de la division « collectivités locales et développement urbain », créée en 2007. « Il y a aussi une raison financière : de moins en moins d'Etats sur la planète sont en capacité d'emprunter. Si on veut mainte-

nir notre niveau d'engagement, il faut trouver d'autres acteurs plus fiables. » Sans compter que dans certains pays, l'argent versé aux Etats a tendance à s'évaporer.

L'AFD a prêté 22 millions d'euros à Kayseri pour l'aider à monter ses projets

Les collectivités représentaient 18 % des bénéficiaires de financements en 2007, contre 10 % en 1997. Une politique volontariste commencée ici, en Turquie, et désormais revendiquée dans le

plan d'orientation stratégique 2007-2011 de l'agence. L'expérience est observée de près par la Banque mondiale, au moment où les grandes villes s'invitent sur la scène internationale, aux côtés des gouvernements nationaux.

« Pour beaucoup de gouvernements, il est difficile d'admettre que les municipalités peuvent être responsables de l'emprunt. Nous devons d'abord convaincre les Etats de nous laisser prêter aux villes », rapporte M. Vaillant. Ce fut le cas en Turquie, mais aussi au Sénégal, où l'AFD a prêté 10 millions d'euros à la ville de Dakar pour financer l'éclairage public. Auprès des municipalités, l'AFD finance le désencla-

vement de quartiers pour lutter contre la pauvreté et la précarité – comme à Ouagadougou au Burkina Faso (15 millions d'euros) –, l'accès à l'eau, les transports publics, comme à Istanbul (120 millions d'euros). Sans oublier tout ce qui contribue à la lutte contre le changement climatique et à la protection de l'environnement, à l'image d'un programme de biodiversité urbaine à Curitiba, au Brésil.

Mais les villes elles-mêmes ne sont pas toujours demandeuses : il aura fallu deux ans pour que le maire de Kayseri, Mehmet Özhaserki, se laisse convaincre que le crédit pouvait être un levier pour développer les infrastructures de sa ville. « Nous sommes une cité de commerçants pour qui il n'est pas bon d'avoir des dettes, surtout vis-à-vis d'étrangers », raconte l'élu. Le fait que l'AFD ne demande pas de garantie du Trésor turc évitait des procédures lourdes et instaurait un rapport de confiance. Il est difficile de financer ces projets tout en préservant ses actifs : sans prêt, nous aurions dû vendre des terrains. »

Déjà, l'AFD vient de lancer en Turquie une deuxième étape de sa politique de soutien : elle a prêté 80 millions d'euros à une banque turque, Denizbank, filiale de Dexia, pour que celle-ci se lance à son tour dans le prêt aux municipalités du pays. « Nous espérons convaincre le système bancaire qu'il peut prendre le relais, que financer le développement urbain local a un sens », explique M. Vaillant. Une manière aussi de prévenir que l'AFD n'a ni les moyens ni la vocation d'aider toutes les villes du monde. ■

Grégoire Allix